Mercosur : des voitures allemandes contre de la viande et du soja sud-américains

écrit par Jeanne la pucelle | 3 juillet 2025

Le président du Brésil Luiz Inacio Lula da Silva et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen lors d'une réunion en amont du sommet du G20, le 17 novembre 2024 à Rio de Janeiro, au Brésil. (Lucas Figueiredo/Getty Images)

Le président du Brésil Luiz Inacio Lula da Silva et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen lors d'une réunion en amont du sommet du G20, le 17 novembre 2024 à Rio de Janeiro, au Brésil. (Lucas Figueiredo/Getty Images)

Mercosur : le « passage en force » de Bruxelles contre l'intérêt des nations

PAR GERMAIN DE LUPIAC

Le ministre français de l'Agriculture a haussé le ton la semaine dernière contre la Commission européenne qu'elle accuse de vouloir « passer en force » sur l'accord entre l'UE et des pays sud-américains du Mercosur.

« Les inquiétudes sont vives parce que la Commission veut passer en force. C'est très grave. Les États n'ont pas été véritablement associés à la négociation. Les agriculteurs encore moins », s'est insurgée Annie Genevard aux côtés de son homologue polonais Czesław Siekierski.

Les pays du Mercosur concernés par l'accord (Argentine, Brésil, Uruguay et Paraguay) et l'Union européenne ont conclu en décembre leurs négociations au grand dam de la

France, qui dénonce une clause de sauvegarde jugée insuffisante pour protéger certaines filières agricoles.

À Paris, on met en garde contre la capacité de nuisance du monde agricole, pas seulement français, après qu'il a su se mobiliser l'an passé avant les élections au Parlement européen – qui devra lui aussi se prononcer sur le texte.

La France met en garde contre un « passage en force » de Bruxelles

« *Nous sommes rejoints dans notre combat par la Hongrie, l'Autriche, l'Irlande, les Pays-Bas, la Roumanie, l'Italie, qui ont fait part de leur forte préoccupation. Il faut que la Commission ait la majorité qualifiée pour pouvoir faire adopter ce texte. Ce n'est pas gagné* », a déclaré Annie Genevard, citant aussi l'engagement de la Belgique.

Ces pays ont émis des réserves mais tous n'ont pas clairement indiqué s'ils s'abstiendraient ou s'ils voteraient contre. D'autres membres de l'UE, comme l'Allemagne ou l'Espagne, y sont en revanche favorables.

La minorité de blocage – au moins quatre États membres du Conseil, représentant plus de 35 % de la population de l'Union européenne – ne semble donc pas acquise à la ministre, qui affirme depuis des semaines en être proche, tout en étant « sûre de rien », et a multiplié les déplacements pour bloquer l'adoption du traité commercial entre l'Union européenne et des pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay).

« Si la Commission d'aventure avait la tentation de passer rapidement et en force, elle nous trouvera […] sur son chemin », a menacé Annie Genevard, ajoutant que **cela serait susceptible de « remettre les agriculteurs dans la rue ».**

Des voitures allemandes contre de la viande et du soja sud-américains

Dans l'Hexagone, ce traité suscite une opposition farouche du monde agricole. Le texte prévoit la possibilité pour l'UE d'exporter notamment davantage de voitures ou de machines allemandes, ou encore de spiritueux – ces marchés ne se valant pas par ailleurs. En retour, il faciliterait l'entrée de viande, sucre, riz, miel ou soja sud-américains ne respectant pas les mêmes normes environnementales et sociales que l'Europe.

Rien que pour la viande bovine, la volaille et le maïs, une ratification européenne de l'accord de libre-échange avec les pays sud-américains permettrait l'arrivée sur le marché de produits concurrents pour une valeur agricole exposée d'au moins 2,87 milliards d'euros.

Et les responsables des interprofessions (Interbev, Fédération nationale bovine, betterave et sucre, Intercéréales) contestent les standards de production qui diffèrent de l'Europe dans les pays du Mercosur, et au Brésil particulièrement.

Selon eux, cela induit une concurrence déloyale, en raison de l'utilisation d'antibiotiques, d'OGM ou de produits phytosanitaires, de la taille des élevages, de la déforestation mais aussi du coût de la main-d'œuvre.

Paris intensifie ses efforts contre l'accord avec le Mercosur

Au moment où la Commission européenne s'apprête à lancer le processus de ratification, Emmanuel Macron a rappelé après sa ministre de l'Agriculture que l'accord de libre-échange entre l'UE et les pays du Mercosur était inacceptable « en l'état » pour la France, poussant *a minima* à le compléter.

« La proposition de signature et de conclusion [de l'accord] sera adoptée par la Commission avant la fin de ce mois » (de juin), a fait savoir Leopoldo Rubinacci, directeur adjoint chargé du commerce à la Commission. Les 27 États membres devront alors délibérer, puis voter sur ce projet de texte finalisé.

« Aucun chef d'État ou de gouvernement n'a soulevé d'objection fondamentale sur le fait que nous convenons sur le principe que l'accord Mercosur doit maintenant être adopté dès que possible », a affirmé à l'issue du sommet européen du 26 juin le chancelier allemand Friedrich Merz, fervent partisan du traité.

Mais dans une salle voisine, le président français confirmait devant la presse l'opposition française. « Ce qu'on pousse, ce n'est pas de modifier l'accord tel qu'il est, c'est de l'enrichir avec une discussion supplémentaire », entre États européens et avec les pays latino-américains, a plaidé le président français.

« On est plusieurs États à soutenir cette idée […] de dire : *'Il faut qu'on ait des mécanismes qui permettent de protéger certains marchés agricoles clé s'ils venaient à être totalement déstabilisés par cet accord commercial.'* »

Lula pousse la France à accepter l'accord sur fond de tensions géopolitiques

Le président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, qui prendra la présidence du Mercosur le 6 juillet, a exhorté son homologue français à conclure l'accord de libre-échange.

L'accord UE-Mercosur « serait la meilleure réponse que nos régions puissent apporter face au contexte incertain créé par le retour de l'unilatéralisme et du protectionnisme tarifaire », assurait-il, alors que des

nouveaux tarifs douaniers sont en train de se conclure dans quasiment tous les pays, sans la guerre commerciale annoncée.

« Je vais assumer la présidence du Mercosur […] pendant un mandat de six mois. Et je voudrais vous dire une chose : je ne vais pas laisser la présidence de Mercosur sans un accord avec l'Union européenne », a-t-il insisté.

Cette déclaration intervient à quelques mois de la COP30 organisée par le Brésil en novembre.

Dans le contexte mondial marqué par les guerres en Ukraine et au Proche-Orient, « il est d'autant plus important de retrouver des convergences avec le Brésil, un grand État émergent », qui assure cette année la présidence tournante du bloc de pays émergents des Brics, a déclaré le président brésilien à l'Élysée, le 6 juin.

La France compte sur la mobilisation du Brésil pour trouver une solution politique au conflit israélo-palestinien, alors que M. Lula accusait « le gouvernement d'extrême droite » israélien de commettre un « génocide prémédité » à Gaza et estimait que la reconnaissance de l'État palestinien était « un devoir moral, humain et une exigence politique de tous les dirigeants du monde ». Concernant l'Ukraine, les présidents brésilien et français ont campé sur leurs positions divergentes, alors que Brasilia continue d'entretenir de bonnes relations avec la Russie et observe une attitude de neutralité vis-à-vis de la guerre en Ukraine.

Emmanuel Macron prêt à signer un accord amendé d'ici la fin de l'année

Le président français Emmanuel Macron a assuré début

juin qu’il était prêt à signer un accord avec le Mercosur d’ici la fin de l’année 2025, si celui-ci comportait « des clauses miroirs » ou « des clauses de sauvegarde », dans un entretien à la chaîne de télévision brésilienne GloboNews.

« Nous, en Europe, on a mis à nos paysans des règles. On leur a dit: ‘Tu ne dois plus utiliser tels produits phytosanitaires pour produire parce que ce n’est pas bon pour le climat, pour la biodiversité ou pour la santé humaine.’ […] Si vous voulez produire dans le Mercosur et importer en Europe ces produits, ça doit se faire aux mêmes règles », avait encore exigé le chef de l’État français.

Le commissaire européen à l’Agriculture, Christophe Hansen, ne semble pas sur la même ligne que le président français quand il a déclaré que les garanties pour protéger les agriculteurs d’une concurrence déloyale étaient suffisantes et a rejeté l’idée d’un « protocole additionnel » évoquée par Emmanuel Macron.

Epoch times